

La langue avale le déficit démocratique

Le 14 octobre prochain, les Luxembourgeois vont élire les 60 députés qui seront amenés à «représenter le pays». Pour l'ASTI, il reste toujours ce déficit démocratique dont certains partis ne parlent même plus.

La langue luxembourgeoise et le patriotisme à toutes les sauces ont remplacé le déficit démocratique que regrettaient encore les partis politiques il y a cinq ans. Mais c'était avant le référendum qui a fait de la question identitaire, une priorité de ces prochaines élections. Au grand dam de l'ASTI.

De notre journaliste
Geneviève Montaigu

Plus personne n'ose parler du déficit démocratique dans son programme électoral sauf les verts et

la Gauche. Après «la douche froide» du référendum, pour reprendre l'expression de la présidente de l'ASTI, Laura Zuccoli, les autres partis politiques ne consacrent plus une ligne sur le sujet. Pire, selon Sérgio Ferreira, porte-parole de l'association, cette campagne électorale n'est «qu'une course au meilleur patriote». Ainsi, le dénominateur commun à tous les partis reste la langue luxembourgeoise, constate l'ASTI. Autrefois apanage de l'extrême droite les questions d'identité sont devenues «"mainstream", que ce soit dans le débat po-

litique ou le discours médiatique», regrette l'ASTI. Et «ce n'est pas très heureux», complète Sérgio Ferreira. Cet excès de patriotisme déborde de tous les programmes et certains partis n'hésitent pas à parler de «Luxembourgeois de souche», au grand dam de l'ASTI qui ne retrouve rien de bien cohérent en matière d'intégration dans les promesses des candidats.

Au contraire, on décline la question identitaire à toutes les sauces, mais peu avancent des solutions pour multiplier les cours et permettre au plus grand nombre de com-

muniquer en luxembourgeois. «Et il ne suffit pas de donner des cours, encore faut-il pratiquer la langue luxembourgeoise pour bien la maîtriser», ajoute Laura Zuccoli. Et là, rien de tel qu'un contact direct avec la population luxembourgeoise malheureusement toujours trop rétive, observe l'ASTI.

Dans sa liste de revendications qui plaident pour une politique «proactive et transversale d'immigration et d'intégration», l'ASTI rappelle en premier lieu que c'est une responsabilité qui incombe non seulement aux politiques, mais à la société toute entière. «Il doit y avoir une prise de conscience de la responsabilité commune et une collaboration effective entre tous les acteurs publics et privés parce que tout ce qui est étranger ne relève pas de la seule responsabilité de l'Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration (OLAI).»

L'ASTI se lance donc dans son catalogue de souhaits qu'elle a déjà eu l'occasion de présenter à tous les partis politiques, que ce soit lors du débat à la Chambre sur le plan national d'intégration ou lors des entretiens qu'elle a eues avec eux en préparation de la campagne électorale.

➤ Du pouvoir pour les salariés

La politique d'intégration n'était pas une priorité visiblement puisqu'il a fallu attendre trois ans après l'expiration du dernier plan d'action pour découvrir la nouvelle version livrée à sept mois des élections législatives. Alors l'ASTI souffle une nouvelle fois ses idées aux politiques qui parlent beaucoup de croissance, sans parler du rôle des étrangers et des frontaliers dans l'économie florissante du pays.

Dans les propositions concrètes

adressées à tous les partis politiques, l'ASTI veut avant tout une implication accrue des communes dans le contrat d'accueil et d'intégration qui aille au-delà du simple verre de l'amitié offert aux nouveaux arrivants.

Lors de la présentation du plan d'action national «Intégration», l'ASTI avait déjà formulé ses vœux. Un certain nombre de propositions reviennent à la surface dont celle d'éliminer le délai de résidence de cinq ans pour pouvoir participer aux élections communales qui résulte d'une dérogation obtenue par le Luxembourg. Autre proposition : celle d'octroyer un droit d'initiative législative directe à la Chambre des salariés, seul organe qui représente les salariés résidents et non résidents.

L'inscription automatique des étrangers sur les listes électorales comme c'est le cas pour les Luxembourgeois doit être étudiée et surtout, le droit de vote des étrangers ne doit pas être un principe enterré. Bien au contraire, l'ASTI ne lâche rien et défend bec et ongles le droit de vote, selon le lieu de résidence et non pas selon la nationalité.

Personne ne parle plus d'un Observatoire du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie comme si rien de tel n'existait au Grand-Duché. L'ASTI le regrette fortement et relance l'idée de sa création au vu des événements qui se déroulent dans les pays voisins avec la montée de l'extrême droite en Europe.

«Les partis démocratiques doivent faire les efforts nécessaires pour arriver à une représentation effective des 49 % d'habitants non luxembourgeois au sein de leurs organes exécutifs, tout comme ils ont déployé des efforts pour s'approcher de la parité hommes-femmes», conclut l'ASTI.



Photo : alain rischard

Selon Sérgio Ferreira, ici aux côtés de Laura Zuccoli, la campagne «n'est qu'une course au meilleur patriote».